

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 22 juin 2000, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un avant-projet de loi "portant diverses dispositions relatives à l'organisation des marchés financiers et diverses autres dispositions", a donné le 27 juin 2000 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 22 juni 2000 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "houdende diverse bepalingen betreffende de organisatie van de financiële markten en diverse andere bepalingen", heeft op 27 juni 2000 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"(l'urgence est motivée) ... par la volonté de réaliser l'intégration des places financières de Bruxelles, d'Amsterdam et de Paris le plus rapidement possible pour faire face à la concurrence internationale. En effet, la plupart des dispositions de cet avant-projet ont trait aux modifications à apporter au cadre légal et réglementaire de la Bourse de Bruxelles (également dénommée BXS Exchanges) et ce, dans le cadre de son intégration dans Euronext, à savoir le regroupement entre les bourses de Bruxelles (BXS), d'Amsterdam (AEX) et de Paris (ParisBourse^{SBF}).

L'objectif essentiel de cet avant-projet de loi consiste dès lors à permettre de respecter la première échéance du lancement opérationnel de Euronext, à savoir le premier octobre 2000, correspondant à la date à laquelle devra être effectué l'apport des titres de BXS, AEX et ParisBourse^{SBF} par les actionnaires respectifs et rémunérant les titres à émettre par Euronext.

Dans cette perspective et en tenant compte des vacances parlementaires et du début de la prochaine session parlementaire (fixé au second mardi du mois d'octobre 2000), il est primordial que le Parlement puisse se prononcer avant le début des vacances parlementaires."

*

* *

.../...

Le Conseil d'Etat constate que l'urgence n'a pas été motivée dans la lettre de demande d'avis pour les articles 30, a), et 31 du projet.

En conséquence, la section de législation du Conseil d'Etat s'abstient de donner un avis sur ces deux dispositions.

*

* *

Observations générales

I. La nature des organismes chargés d'organiser une bourse de valeurs mobilières

1. En vertu de l'article 9, alinéa 1er, de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements (ci-après, la loi du 6 avril 1995), une bourse de valeurs mobilières est organisée par une personne morale de droit public, constituée sous la forme d'une société anonyme. L'article 6 du projet modifie cette règle en disposant que désormais, une bourse de valeurs mobilières peut également être organisée par une personne morale de droit privé.

Parallèlement à cette modification qui concerne toutes les bourses de valeurs mobilières, l'article 5 du projet change le statut de l'entité chargée d'organiser la bourse de valeurs mobilières créée dans la ville de

.../...

Bruxelles, celle-ci passant du statut de personne morale de droit public à celui de personne morale de droit privé (1).

Ces changements s'accompagnent :

- de la suppression de la soumission des sociétés de bourses de valeurs mobilières au contrôle du Ministre des Finances, exercé à l'intervention d'un commissaire du Gouvernement nommé par ledit ministre (2);
- de la suppression du pouvoir du Roi d'arrêter les statuts des sociétés de bourses de valeurs mobilières (3).

Si cette double suppression s'impose à l'égard des personnes morales de droit privé chargées d'organiser une bourse de valeurs mobilières, elle ne peut cependant être opérée, comme telle, vis-à-vis des personnes morales de droit public. En effet, hormis la création d'autorités administratives indépendantes, la notion même de "personne morale de droit public" suppose qu'un contrôle de tutelle soit exercé à l'égard de celle-ci et il est de tradition que ses statuts soient, à tout le moins, approuvés par une

(1) Voir aussi l'article 23, § 1er, du projet qui dispose que "BXS est transformée en société anonyme de droit privé, sans solution de continuité de sa personnalité juridique (...)".

(2) Voir le remplacement de l'article 6 de la loi du 6 avril 1995 par l'article 3 du projet.

(3) Voir l'abrogation de l'article 9, alinéas 3 à 5, de la loi du 6 avril 1995 par l'article 6, c), du projet.

autorité politiquement responsable, à savoir en l'espèce le Ministre des Finances.

Il pourrait être remédié à ce problème, en limitant le champ d'application de la double suppression envisagée par la loi en projet aux seules personnes morales de droit privé.

2. En ce qui concerne les personnes morales de droit privé, il y a lieu d'éviter de déroger inutilement aux dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Si l'auteur du projet souhaite le faire, il conviendrait qu'il justifie cette dérogation dans l'exposé des motifs. A titre d'exemple, il serait utile que soient indiquées les raisons qui justifient qu'en vertu de l'article 10, a), du projet, le président du conseil d'administration d'une société de la bourse de valeurs mobilières soit nommé pour un terme renouvelable de quatre ans et que sa nomination soit approuvée par le Ministre des Finances, étant donné que ce président ne jouit d'aucune prérogative légale particulière.

3. Enfin, il convient que l'exposé des motifs énonce les raisons qui justifieraient que pour les autres marchés visés à l'article 30 de la loi du 6 avril 1995, les organismes qui seraient institués par le Roi en vue de les administrer, doivent nécessairement avoir la nature de

.../...

personne morale de droit public conformément à l'article 31, alinéa 1er, de la même loi.

II. Les habilitations conférées au Roi

Plusieurs dispositions de la loi en projet confèrent de larges habilitations au Roi Lui permettant de modifier, compléter, remplacer ou abroger les dispositions légales en vigueur.

1. L'article 21, § 1er, du projet confère au Roi le pouvoir de prendre, dans certaines matières limitativement énumérées, toutes les mesures utiles en vue de réorganiser les compétences et les procédures administratives, et ce, dans le but de renforcer le contrôle sur l'intégrité des bourses de valeurs mobilières et des autres marchés créés ou organisés en application de l'article 30 de la loi du 6 avril 1995.

Parmi les matières concernées, figurent les délits boursiers, notamment le délit d'initié et la manipulation de cours. Selon l'exposé des motifs, les mesures à prendre peuvent avoir pour objet la collaboration avec la justice dans ces domaines.

Si, comme l'exposé des motifs semble l'indiquer, l'intention de l'auteur du projet est d'habiliter le Roi à prendre des mesures susceptibles, soit d'avoir une incidence sur la première phase de la procédure pénale qu'est l'information, soit de comporter des restrictions à la vie privée, il convient d'attirer son attention sur le fait qu'il s'agit

.../...

là de matières réservées par la Constitution à la loi (1) et qu'une habilitation en ces matières doit être expressément prévue dans le dispositif.

En outre, selon la jurisprudence du Conseil d'Etat (2) et de la Cour d'arbitrage (3), l'admissibilité d'une telle habilitation est soumise à certaines conditions, parmi lesquelles figurent les suivantes :

- 1° il faut qu'il existe des nécessités pratiques ou des circonstances particulières;

(1) Voir respectivement les articles 12, alinéa 2, et 22, alinéa 1er, de la Constitution.

(2) Voir par exemple en matière fiscale, l'avis de la section de législation L. 24.009 donné le 6 janvier 1995 sur un avant-projet de loi portant diverses dispositions fiscales devenu la loi du 10 avril 1995 portant diverses dispositions fiscales, Doc. parl., Chambre, session 1994-1995, n° 726/1, pp. 22-23.

Voir aussi l'avis de la section de législation donné le 3 juin 1996 sur un projet de loi visant à réaliser les conditions de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne devenu la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, Doc. parl., Chambre, session 1995-1996, n° 608/1, spéc. p. 20.

(3) Voir par exemple en matière fiscale, l'arrêt n° 9/99 du 28 janvier 1999, spéc. B.6.1.

- 2° il faut que les arrêtés royaux pris en vertu de l'habilitation soient soumis à une prompte confirmation par le législateur (1);
- 3° en ce qui concerne le sort à réserver aux arrêtés qui ne seraient pas confirmés par le législateur, la Cour d'arbitrage a considéré dans son arrêt n° 18/98 du 18 février 1998 qu'à peine de violer les articles 10 et 11 de la Constitution, la loi ne peut habiliter le Roi à prendre des mesures qui, à défaut de confirmation dans les délais, continuent de sortir leurs effets pour la période séparant leur entrée en vigueur des dates ultimes auxquelles elles auraient dû être confirmées (2).

Par rapport à ces conditions, il incombe à l'auteur du projet :

- d'une part, de préciser davantage dans l'exposé des motifs les nécessités pratiques ou les circonstances particulières qui justifient l'habilitation donnée au Roi;

(1) A cet égard, sauf disposition contraire de la loi de confirmation, la confirmation d'un arrêté a pour effet de donner rétroactivement à celui-ci une valeur législative, c'est-à-dire depuis l'entrée en vigueur dudit arrêté.

(2) Dans le cas contraire, la Cour d'arbitrage estime en effet qu'"une catégorie de personnes pourrait être affectée, fût-ce temporairement, par une mesure fiscale sans que celle-ci n'ait fait l'objet d'une décision prise par une assemblée délibérante démocratiquement élue". Cf. point B.9. de l'arrêt n° 18/98 du 18 février 1998.

- d'autre part, de prévoir, à l'article 21, § 4, du projet, que les arrêtés pris dans les matières réservées sont sans effet s'ils ne sont pas confirmés par le législateur (1).

L'article 21, § 2, du projet, impose au Ministre des Finances de faire rapport à la Chambre des représentants sur les arrêtés royaux adoptés. Le Conseil d'Etat attire l'attention de l'auteur du projet sur le point que cette obligation vient s'ajouter à la procédure prévue à l'article 3bis, § 1er, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat. Cette observation vaut également pour l'article 27, § 1er, du projet.

En vertu de l'article 21, § 5, du projet, les pouvoirs accordés au Roi expirent seulement le 30 juin 2002. L'exposé des motifs ne fournit aucune explication sur la durée exceptionnellement longue de cette habilitation. Il convient que l'auteur du projet justifie cette durée. A défaut de donner une justification adéquate, une telle durée ne peut être admise. Cette observation vaut également pour l'article 27, § 4, du projet.

(1) Voir dans le même sens, l'avis de la section législation du Conseil d'Etat L. 29.761/2 du 9 février 2000 sur un avant-projet de loi "relative à l'introduction de l'euro dans la législation concernant les matières visées à l'article 77 de la Constitution".

Voir aussi M. VERDUSSEN, Contours et enjeux du droit constitutionnel pénal, Bruxelles, Bruylant, 1995, pp. 113-117, spéc. p. 115, note de bas de page n° 1 où l'auteur souligne que "dans la mesure où la non-confirmation doit être tenue pour un désaveu implicite du législateur, il est normal qu'elle se traduise ex tunc (c'est-à-dire rétroactivement)".

2. Selon l'exposé des motifs, les articles 24, 25 et 27 du projet habilite le Roi à prendre diverses mesures en vue de régler des questions qui pourraient se présenter soit lors de la réalisation de l'opération de regroupement Euronext elle-même, soit dans le contexte de l'harmonisation nécessaire de l'encadrement réglementaire du fonctionnement des marchés Euronext.

Invité à préciser la portée des pouvoirs conférés au Roi, le délégué du ministre a déclaré ce qui suit :

"L'article 24, § 2, du projet se limite exclusivement aux mesures spécifiques, de portée individuelle, qui pourraient être nécessaires pour permettre la mise en oeuvre de l'opération de regroupement en tant que telle. Il se distingue donc nettement de l'article 25, qui a trait à l'adaptation et l'harmonisation du cadre réglementaire pour le fonctionnement des marchés.

L'"architecture" relative à la répartition des matières visées respectivement à l'article 24 et à l'article 25 du projet revient dès lors :

- d'une part à reprendre à l'article 24 toutes les mesures de nature ponctuelle à arrêter par le Roi dans le cadre du lancement du regroupement entre BXS, Parisbourse SBF, AEX et toute autre société ou entité rejoignant le projet "Euronext";
- d'autre part à insérer à l'article 25 toutes les mesures de nature permanente et à même de créer un cadre juridique suffisamment homogène pour le fonctionnement des marchés Euronext et de favoriser une intégration homogène optimale de ceux-ci."

Ces précisions mériteraient de figurer dans l'exposé des motifs.

.../...

Par ailleurs, en vertu de l'article 27, § 3, du projet, seuls les arrêtés pris en vertu de l'article 25, 3° à 5°, du projet sont soumis à confirmation. L'exposé des motifs ne justifie pas cette limitation. Dans un souci de sécurité juridique, il serait préférable de soumettre l'ensemble des arrêtés visés aux articles 24, § 2, et 25, du projet à la confirmation du législateur.

Observations particulières

Dispositif

Article 4

Selon l'exposé des motifs :

"Eu égard à l'article 1er, § 1er, 2°, des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative, il convient de préciser clairement que les opérateurs privés de marchés financiers ne sont soumis à ces lois que dans les limites où celles-ci sont applicables à d'autres sociétés de droit privé."

Compte tenu de la brièveté du délai imparti pour l'examen de la loi en projet, la section de législation n'a pu vérifier si cette dérogation à l'article 1er, § 1er, 2°, des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative est conforme aux articles 10 et 11 de la Constitution. L'exposé des motifs doit comporter une justification sur ce point.

.../...

En outre, il convient d'observer qu'en vertu des articles 30 et 129, § 2, de la Constitution, l'emploi des langues pour les actes des autorités publiques est une matière réservée par la Constitution à la loi.

Dès lors, l'article 6bis en projet ne peut habiliter le Roi à prendre des mesures particulières en vue de régler l'application des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative aux organes visés dans la loi en projet, que si les conditions énoncées ci-avant dans l'observation générale n° II, 1. sont réunies.

Article 7

En vertu de l'article 10, § 1er, 9°, en projet, il appartient désormais à la société d'une bourse de valeurs mobilières de fixer le montant des amendes visées à l'article 20septies, § 1er, de la loi du 6 avril 1995, en fonction de la nature de l'infraction.

Interrogé sur la portée de cette disposition, le délégué du ministre a répondu ce qui suit :

"S'agissant du montant des amendes, le nouvel article 10, § 1er, 9°, reprend pour l'essentiel le libellé de l'ancien article 10, alinéa 1er, in fine. Il est en effet utile, dans l'intérêt de la transparence et de la sécurité juridique, que les règles des marchés puissent préciser une échelle plus concrète à partir de la fourchette très large prévue à l'article 20septies, § 1er de la loi précitée du 6 avril 1995.

.../...

De telles précisions appelées à être reprises dans les "règles de marchés" (rule book) ont un degré de précision supérieur à ce qui est prévu à l'article 20septies."

Comme la section de législation l'a déjà souligné dans son avis n° L. 28.621/2 du 29 décembre 1998 sur un projet de loi "modifiant la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle aux intermédiaires et conseillers en placements, fixant le régime fiscal des opérations de prêt d'actions et portant diverses autres dispositions" (1), ces amendes doivent

"... être considérées comme ayant un caractère pénal au sens de l'article 6 de la Convention européenne et respecter l'ensemble des garanties prévues par cette disposition, notamment le principe de la légalité des peines qui requiert non seulement que les comportements délictueux soient définis avec précision, mais encore que les sanctions soient échelonnées (2)."

En d'autres termes, c'est au législateur qu'il incombe d'échelonner les amendes en fonction de la gravité des infractions administratives. Ce pouvoir ne peut en aucun cas être délégué à la société d'une bourse de valeurs mobilières, même sous couvert d'une approbation ministérielle.

(1) Devenu la loi du 10 mars 1999 portant le même intitulé.

(2) Voir Doc. parl., Chambre, session 1998-1999, n° 1928/1, p. 79. Dans le même sens, voir l'avis n° L. 27.289/2 donné le 25 février 1998 sur un avant-projet de loi "relative à la sécurité lors des matches de football", Doc. parl., Chambre, session 1997-1998, n° 1572/1.

Par ailleurs, l'article 10, § 3, du projet donne au Roi le pouvoir de définir les exigences minimales auxquelles les règles des marchés doivent répondre. Selon l'exposé des motifs, le but de cette habilitation est de permettre aux autorités publiques de garder un pouvoir d'initiative pour forcer l'adaptation des règles des marchés, notamment en vue d'assurer par ce biais la transposition de directives européennes. A cet égard, il y a cependant lieu de constater que la loi en projet ne prévoit aucune sanction particulière au cas où les règles de marchés ne seraient pas adaptées aux exigences minimales définies par le Roi. Il convient de remédier à cette lacune.

Articles 11, b), et 14, b)

En vertu des articles 11, b) et 14, b), du projet, les règles des marchés sont établies par le conseil d'administration de la société de la bourse de valeurs mobilières en coopération avec l'autorité de marché pour les matières qui relèvent de la compétence de celle-ci.

Selon les explications fournies par le délégué du ministre, le terme "coopération" équivaut au terme "association" utilisé dans l'article 6, § 4, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

.../...

Le délégué du ministre a également précisé ce qui suit :

"Cette notion (1) a été interprétée par le Conseil d'Etat, entre autres, dans l'arrêt n° 31.587 du 14 décembre 1988 de sa section d'administration dans les termes suivants :

"qu'associer un organe à l'élaboration d'un règlement implique non seulement l'action de recevoir et d'examiner d'éventuelles suggestions, mais, en outre, celle d'en débattre avec lui, c'est-à-dire, au moins, de lui exposer, avant de prendre la décision, les raisons pour lesquelles il n'est pas jugé opportun de les suivre, si tel est le cas, de sorte que cet organe puisse obtenir une garantie que son point de vue ne sera pas écarté sans motif admissible."

Il appartiendra à la Commission bancaire et financière de veiller à la mise en oeuvre correcte de cette procédure de collaboration dans le cadre de ses pouvoirs de contrôle en seconde ligne en vertu de l'article 4 de la loi du 6 avril 1995."

Article 16

De l'accord du délégué du ministre, à l'article 16, a), du projet, les mots "les conditions qu'il fixe" doivent être complétés par les mots "moyennant l'approbation du Ministre des Finances".

(1) La notion d'association.

Article 18

Interrogé sur la raison d'être du maintien du pouvoir des autorités de marché d'introduire et de préciser, dans leur "règlement de marché", les règles de conduite visées à l'article 36, § 1er, de la loi du 6 avril 1995, le délégué du ministre a répondu ce qui suit :

"La formule visée à l'article 36, § 2, de la loi précitée du 6 avril 1995 ne doit pas être supprimée suite à l'entrée en vigueur de l'article 10, § 1er de cette même loi, tel qu'appelé à être modifié par l'article 7 du projet de loi. En effet, il importe que les autorités de marché puissent toujours avoir la possibilité d'apporter des précisions d'ordre technique aux règles déposées dans le rule book et ce par la voie de circulaires ou autres "compliance notes". Par ailleurs, le fait de maintenir dans ce même article, les termes "règlement de marché", se justifie par le fait que cette disposition est d'application pour d'autres marchés que BXS et rentrant dans le champ d'application de la loi du 6 avril 1995."

Article 24

Appelé à préciser la nature des "mesures nécessaires en vue de permettre la mise en place de structures de gestion appropriées et l'organisation rationnelle des opérations", visées à l'article 24, § 2, 3°, du projet, le délégué du ministre a souligné ce qui suit :

"(...) l'article 24, § 2, 3° vise notamment à permettre de résoudre des difficultés qui pourraient se présenter lors de la mise en oeuvre des différentes transactions qui feront partie du plan de "fusion" ou accompagneront sa mise en oeuvre (cessions d'actifs, transferts d'activités, apports de branches d'activité, ..., au

.../...

sein du nouveau groupe) en vue de créer une structure de groupe cohérente et efficace. Le planning de l'opération n'a pas jusqu'à présent mis en évidence des difficultés nécessitant un recours à l'article 24, § 2, 3°, mais l'opération est à ce point complexe, sur le plan technique et juridique, que la survenance de telles difficultés ne peut nullement être exclue.

A ce propos, la volonté du Gouvernement est de limiter d'éventuelles dérogations au droit commun au strict nécessaire."

Il convient que le texte du dispositif soit plus clair et qu'au 3°, la nature des opérations visées soit précisée.

Article 25, 1°

Invité à préciser la portée de l'article 25, 1°, du projet, le délégué du ministre a notamment expliqué ce qui suit :

"On soulignera à cet égard que l'article 25, 1°, du projet vise à faciliter l'accès d'un intermédiaire, admis comme membre d'un marché Euronext par la filiale Euronext chargée de l'administration de ce marché, à la "trading platform" intégrée qui connecte ce marché aux marchés Euronext du même segment gérés par les filiales Euronext des deux autres pays.

Dans la structure Euronext, les trois filiales nationales (Euronext Amsterdam, Euronext Brussels et Euronext Paris, successeurs de AEX, BXS et Paris-Bourse, respectivement) continueront à administrer des marchés de titres et de produits dérivés (options, futures, ...) qui restent distincts juridiquement. Ces marchés seront cependant intégrés fonctionnellement, par segment (par exemple, pour les marchés de titres, les segments "blue chips", "nouvelle économie" et "valeurs de croissance"), à travers une "trading

.../...

platform" électronique commune, impliquant un "order book" unique pour les marchés ainsi interconnectés.

Un intermédiaire professionnel souhaitant intervenir sur un marché Euronext particulier continuera à être admis comme membre de ce marché par l'une des filiales Euronext. Les conditions et procédures d'admission seront harmonisées entre les trois filiales et seront réglées de manière identique dans leur "Rule Book" essentiellement unique. Il en est de même des capacités dans lesquelles les intermédiaires pourront être admis ("broker" ou "dealer").

Un intermédiaire ainsi admis à un marché Euronext particulier par la filiale Euronext en question aurait alors un accès automatique dans la même capacité à la "trading platform" unique connectant le marché en question aux marchés Euronext du même segment organisés par les autres filiales Euronext.

Il s'agit d'une forme de "cross membership" qui, dans la conception d'Euronext, devrait se réaliser de manière aussi automatique que possible pour constituer un véritable "Euronext membership" au sens commercial."

Article 26

Cette disposition habilite la Commission bancaire et financière à conclure des conventions avec les autorités de contrôle compétentes étrangères qui peuvent déroger aux règles énoncées dans la loi du 6 avril 1995 et dans les arrêtés et règlements pris en exécution de la loi précitée. Même, si lesdites conventions sont soumises à l'approbation du Ministre des Finances, l'habilitation ainsi conférée à la Commission bancaire et financière n'est pas admissible. Elle est contraire à l'article 105 de la Constitution, en vertu duquel seul le Roi peut être habilité par la loi à prendre des mesures susceptibles de modifier, compléter, remplacer ou abroger les dispositions légales en vigueur.

La disposition doit être omise.

.../...

Articles 30, b), et 32

L'article 30, b), du projet, abroge l'article 180, 10°, du Code des impôts sur les revenus 1992, de sorte que les sociétés de bourse de valeurs mobilières échappent à l'impôt des personnes morales pour être assujetties à l'impôt des sociétés.

En vertu de l'article 32, alinéa 2, du projet, cette mesure produit ses effets à partir de l'exercice d'imposition 2000.

La première période imposable visée est donc celle qui correspond à l'année 1999, alors que la loi ne saurait être promulguée que dans le courant de l'année 2000.

Celle-ci revêt donc un caractère rétroactif, que l'exposé des motifs explique par un retard dans l'adaptation des textes fiscaux (qui aurait dû intervenir en 1999, dès l'adoption de la loi du 10 mars 1999), et justifie pour des raisons de non-discrimination à l'encontre d'autres marchés réglementés.

Le Conseil d'Etat attire l'attention de l'auteur du projet sur le fait que ces développements ne valent que pour la S.B.V.M. de Bruxelles mais sont étrangers à la situation particulière de la S.B.V.M. d'Anvers, dissoute par arrêté royal du 18 décembre 1997, situation qu'évoque expressément l'exposé des motifs, pour annoncer l'applicabilité des règles de l'impôt des sociétés à la dissolution et à la liquidation de ladite société (dont la clôture n'aurait pas encore été prononcée).

.../...

Une autre justification doit donc être donnée à l'effet rétroactif de la loi en projet.

Observations finales

1. A l'article 20septies, § 4, de la loi du 6 avril 1995, les termes "au commissaire du gouvernement" doivent être supprimés, à tout le moins, en ce qui concerne les personnes morales de droit privé.

2. Dans la phrase introductive de l'article 22, alinéa 1er, de la loi du 6 avril 1995, il y a lieu de remplacer les mots "l'article 17" par les mots "l'article 10".

Volgens artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief als volgt :

"(l'urgence est motivée) ... par la volonté de réaliser l'intégration des places financières de Bruxelles, d'Amsterdam et de Paris le plus rapidement possible pour faire face à la concurrence internationale. En effet, la plupart des dispositions de cet avant-projet ont trait aux modifications à apporter au cadre légal et réglementaire de la Bourse de Bruxelles (également dénommée BXS Exchanges) et ce, dans le cadre de son intégration dans Euronext, à savoir le regroupement entre les bourses de Bruxelles (BXS), d'Amsterdam (AEX) et de Paris (ParisBourse^{SBF}).

L'objectif essentiel de cet avant-projet de loi consiste dès lors à permettre de respecter la première échéance du lancement opérationnel de Euronext, à savoir le premier octobre 2000, correspondant à la date à laquelle devra être effectué l'apport des titres de BXS, AEX et ParisBourse^{SBF} par les actionnaires respectifs et rémunérant les titres à émettre par Euronext.

Dans cette perspective et en tenant compte des vacances parlementaires et du début de la prochaine session parlementaire (fixé au second mardi du mois d'octobre 2000), il est primordial que le Parlement puisse se prononcer avant le début des vacances parlementaires."

*

* *

.../...

De Raad van State stelt vast dat in de brief met de adviesaanvraag het verzoek om spoedbehandeling niet met redenen is omkleed wat de artikelen 30, a), en 31 van het ontwerp betreft.

Bijgevolg ziet de afdeling wetgeving van de Raad van State ervan af om over die twee bepalingen een advies te verstrekken.

*

*

*

Algemene opmerkingen

I. Aard van de instellingen belast met het bestuur van een effectenbeurs

1. Krachtens artikel 9, eerste lid, van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en de beleggingsadviseurs (hierna de wet van 6 april 1995 genoemd) wordt een effectenbeurs bestuurd door een publiekrechtelijk rechtspersoon, opgericht in de vorm van een naamloze vennootschap. Artikel 6 van het ontwerp wijzigt die regel in die zin dat een effectenbeurs voortaan ook kan worden bestuurd door een privaatrechtelijk rechtspersoon.

.../...

Parallel met die wijziging, die op alle effectenbeurzen betrekking heeft, wijzigt artikel 5 van het ontwerp het statuut van de instantie die ermee belast wordt de effectenbeurs opgericht in de stad Brussel te besturen : die instantie, welke tot dusver een rechtspersoon naar publiek recht was, wordt een rechtspersoon naar privaat recht (1).

Die wijzigingen gaan met de volgende maatregelen gepaard :

- de effectenbeursvennootschappen zijn niet meer onderworpen aan de controle van de Minister van Financiën, uitgeoefend door toedoen van een regeringscommissaris benoemd door diezelfde minister (2);
- de Koning is niet meer bevoegd om de statuten van de effectenbeursvennootschappen vast te stellen (3).

(1) Zie eveneens artikel 23, § 1, van het ontwerp, dat bepaalt : "BXS wordt omgezet in naamloze vennootschap van privaat recht, zonder onderbreking van de continuïteit van haar rechtspersoonlijkheid (...)".

(2) Zie de vervanging van artikel 6 van de wet van 6 april 1995 bij artikel 3 van het ontwerp.

(3) Zie de opheffing van artikel 9, derde tot vijfde lid, van de wet van 6 april 1995 bij artikel 6, c), van het ontwerp.

Die twee maatregelen gaan weliswaar op ten aanzien van de privaatrechtelijke rechtspersonen belast met het besturen van een effectenbeurs, maar ze kunnen niet als zodanig worden toegepast op de publiekrechtelijke rechtspersonen. Behalve wanneer het gaat om onafhankelijke administratieve overheden, onderstelt het begrip "publiekrechtelijk rechtspersoon" op zich reeds dat ten aanzien van die rechtspersoon toezicht wordt uitgeoefend, en het is gebruikelijk dat de statuten ervan op zijn minst worden goedgekeurd door een politiek verantwoordelijke instantie, in casu de Minister van Financiën.

Dat probleem kan worden opgelost door de werkingssfeer van die beide maatregelen voorgesteld in de ontworpen wet te beperken tot de enkele privaatrechtelijke rechtspersonen.

2. Met betrekking tot de privaatrechtelijke rechtspersonen behoren onnodige afwijkingen van het bepaalde in de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen vermeden te worden. Indien de steller van het ontwerp wenst ervan af te wijken, dient hij zulks te verantwoorden in de memorie van toelichting. Bij wijze van voorbeeld zou het nuttig zijn dat aangegeven wordt om welke redenen het krachtens artikel 10, a), van het ontwerp verantwoord is dat de voorzitter van de raad van bestuur van een effectenbeursvennootschap benoemd wordt voor een hernieuwbare termijn van vier jaar en dat zijn benoeming goedgekeurd wordt door de Minister van Financiën, aangezien de voorzitter geen enkel bijzonder wettelijk prerogatief geniet.

.../...

3. Ten slotte moet in de memorie van toelichting worden aangegeven om welke redenen het verantwoord is dat voor de overige markten genoemd in artikel 30 van de wet van 6 april 1995 de instellingen door de Koning opgericht met het oog op het besturen van die markten, overeenkomstig artikel 31, eerste lid, van dezelfde wet de rechtspositie van een publiekrechtelijk rechtspersoon moeten hebben.

II. Aan de Koning verleende machtigingen

Verscheidene bepalingen van de ontworpen wet verlenen een ruime machtiging aan de Koning, waardoor Hij de vigerende wetsbepalingen kan wijzigen, aanvullen, vervangen of opheffen.

1. Artikel 21, § 1, van het ontwerp verleent de Koning de bevoegdheid om in een aantal limitatief genoemde aangelegenheden alle maatregelen te treffen die dienstig zijn om de bevoegdheden en de bestuurlijke procedures te herschikken teneinde het toezicht op de integriteit van de effectenbeurzen en de overige markten opgericht of bestuurd met toepassing van artikel 30 van de wet van 6 april 1995 te versterken.

Die aangelegenheden omvatten onder meer de beursdelicten, inzonderheid handel met voorkennis en koersmanipulatie. Volgens de memorie van toelichting kunnen de te nemen maatregelen de samenwerking met het gerecht op die gebieden betreffen.

.../...

Indien het, zoals de memorie van toelichting lijkt aan te geven, de bedoeling van de steller van het ontwerp is om de Koning te machtigen maatregelen te nemen die hetzij een weerslag kunnen hebben op de eerste fase van de strafprocedure, te weten het gerechtelijk vooronderzoek, hetzij beperkingen op het gebied van de persoonlijke levenssfeer kunnen opleveren, moet erop gewezen worden dat de Grondwet die aangelegenheden uitsluitend aan de wetgever voorbehoudt (1) en dat een machtiging in die aangelegenheden uitdrukkelijk moet worden opgenomen in het dispositief.

Bovendien kan zo een machtiging volgens de rechtspraak van de Raad van State (2) en van het Arbitragehof (3) slechts onder bepaalde voorwaarden worden aanvaard; zo, onder meer :

-
- (1) Zie respectievelijk de artikelen 12, tweede lid, en 22, eerste lid, van de Grondwet.
- (2) Zie bijvoorbeeld, in fiscale zaken, advies L. 24.009, door de afdeling wetgeving verstrekt op 6 januari 1995 over een voorontwerp van wet houdende diverse fiscale bepalingen, dat de wet van 10 april 1995 houdende diverse fiscale bepalingen is geworden, Gedr. St. Kamer, zitting 1994-1995, nr. 726/1, blz. 22-23. Zie ook het advies dat de afdeling wetgeving op 3 juni 1996 verstrekt heeft over een ontwerp van wet strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, dat de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie is geworden, Gedr. St. Kamer, zitting 1995-1996, nr. 608/1, inz. blz. 20.
- (3) Zie bijvoorbeeld, in fiscale zaken, arrest nr. 9/99 van 28 januari 1999, inz. B.6.1.

.../...

- 1° moet er sprake zijn van praktische noodzaak of van bijzondere omstandigheden;
- 2° moeten de koninklijke besluiten uitgevaardigd krachtens die machtiging te bekwamer tijd bekrachtigd worden door de wetgever (1);
- 3° wat de besluiten betreft die niet zijn bekrachtigd door de wetgever, heeft het Arbitragehof in zijn arrest nr. 18/98 van 18 februari 1998 beschouwd dat de wetgever de Koning niet kan machtigen maatregelen te treffen die, indien de bekrachtiging niet tijdig is geschied, hun uitwerking behouden voor de periode tussen hun inwerkingtreding en de uiterste data waarop zij bekrachtigd dienden te worden, daar anders de artikelen 10 en 11 van de Grondwet worden geschonden (2).

(1) In dat verband brengt de bekrachtiging van een besluit mede dat het met terugwerkende kracht - dat wil zeggen vanaf de inwerkingtreding van het besluit - kracht van wet verkrijgt, tenzij de bekrachtigingswet anders bepaalt.

(2) Het Arbitragehof is van oordeel dat anders "een categorie van personen immers, zij het tijdelijk, (zou) kunnen worden geraakt door een fiscale maatregel zonder dat deze het voorwerp heeft uitgemaakt van een beslissing genomen door een democratisch verkozen beraadslagende vergadering". Zie arrest 18/98 van 18 februari 1998, B.9.

In het licht van die voorwaarden moet de steller van het ontwerp :

- enerzijds in de memorie van toelichting nader preciseren welke praktische noodzaak of welke bijzondere omstandigheden de aan de Koning verleende machtiging wettigen;
- anderzijds in artikel 21, § 4, van het ontwerp bepalen dat de vastgestelde besluiten die betrekking hebben op voorbehouden aangelegenheden geen uitwerking hebben tenzij ze door de wetgever worden bekrachtigd (1).

Artikel 21, § 2, van het ontwerp legt aan de Minister van Financiën de verplichting op om aan de Kamer van volksvertegenwoordigers verslag uit te brengen over de vastgestelde koninklijke besluiten. De Raad van State vestigt er de aandacht van de steller van het ontwerp op dat die verplichting opgelegd wordt naast de procedure waarin artikel 3 bis, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State voorziet. Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 27, § 1, van het ontwerp.

(1) Zie, in dezelfde zin, advies L. 29.761/2, door de afdeling wetgeving van de Raad van State op 9 februari 2000 verstrekt over een voorontwerp van wet "betreffende de invoering van de euro in de wetgeving die betrekking heeft op aangelegenheden zoals bepaald in artikel 77 van de Grondwet".
Zie ook M. VERDUSSEN, Contours et enjeux du droit constitutionnel pénal, Brussel, Bruylant, 1995, blz. 113-117, inz. blz. 115, voetnoot nr. 1, waarin de auteur het volgende stelt : "Dans la mesure où la non-confirmation doit être tenue pour un désaveu implicite du législateur, il est normal qu'elle se traduise ex tunc (c'est-à-dire rétroactivement)".

Krachtens artikel 21, § 5, van het ontwerp vervallen de aan de Koning opgedragen bevoegdheden eerst op 30 juni 2002. De memorie van toelichting bevat geen uitleg over de uitzonderlijk lange duur van deze machtiging. De steller van het ontwerp dient deze duur te verantwoorden. Als geen gepaste uitleg gegeven wordt, kan zo een duur niet aanvaard worden. Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 27, § 4, van het ontwerp.

2. Volgens de memorie van toelichting machtigen de artikelen 24, 25 en 27 van het ontwerp de Koning om verschillende maatregelen te treffen met het oog op de regeling van verschillende problemen die zich kunnen voordoen hetzij bij de verwezenlijking van de Euronext-hergroepering, hetzij in de context van de noodzakelijke harmonisering van het reglementaire kader van de werking van de Euronext-markten.

Als antwoord op de vraag om de strekking van de aan de Koning opgedragen bevoegdheden te preciseren heeft de gemachtigde van de minister het volgende verklaard :

"Artikel 24, § 2, van het ontwerp beperkt zich uitsluitend tot specifieke maatregelen van individuele draagwijdte die nodig zouden blijken om de uitvoering van de hergroeperingsverrichting als dusdanig toe te laten. Het onderscheidt zich dus duidelijk van artikel 25 dat betrekking heeft op de aanpassing en harmonisering van het reglementair kader voor de werking van de markt.

.../...

De "architectuur" inzake de verdeling van de materies die respectievelijk door de artikelen 24 en 25 van het ontwerp worden beoogd, komt derhalve hierop neer :

- enerzijds in artikel 24 alle maatregelen van punctuele aard te hernemen die door de Koning dienen genomen te worden in het kader van het opstarten van de hergroepering tussen BXS, Parisbourse SBF, AEX en elke andere entiteit die zich bij het project "Euronext" zou aansluiten;
- anderzijds in artikel 25 alle maatregelen van permanente aard op te nemen die ertoe strekken een voldoende homogeen rechtskader voor de werking van de Euronext-markten tot stand te brengen en een optimale en homogene integratie ervan in de hand te werken."

Deze verduidelijking zou in de memorie van toelichting moeten worden opgenomen.

Daarbij komt dat krachtens artikel 27, § 3, van het ontwerp alleen de besluiten vastgesteld krachtens artikel 25, 3° tot 5°, van het ontwerp ter bekrachtiging worden voorgelegd. In de memorie van toelichting wordt die beperking niet verantwoord. Omwille van de rechtszekerheid is het verkieslijk alle besluiten bedoeld in de artikelen 24, § 2, en 25 van het ontwerp ter bekrachtiging aan de wetgever voor te leggen.

.../...

Bijzondere opmerkingenDispositiefArtikel 4

In de memorie van toelichting staat het volgende te lezen :

"In acht genomen artikel 1, § 1, 2°, van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, dient duidelijk te worden gepreciseerd dat de particuliere operatoren van financiële markten enkel aan deze wetten zijn onderworpen binnen de grenzen waarin deze van toepassing zijn op andere vennootschappen van privaat recht."

Gelet op de korte termijn die de afdeling wetgeving is toegemeten voor het onderzoek van de ontworpen wet, heeft deze afdeling niet kunnen nagaan of die afwijking van artikel 1, § 1, 2°, van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken conform de artikelen 10 en 11 van de Grondwet is. In de memorie van toelichting behoort daaromtrent een verantwoording te worden opgenomen.

Tevens dient erop te worden gewezen dat het gebruik van de talen voor de handelingen van de overheid, krachtens de artikelen 30 en 129, § 2, van de Grondwet, een aangelegenheid is die de Grondwet uitsluitend in handen legt van de wetgever.

.../...

Bijgevolg kan het ontworpen artikel 6bis de Koning alleen machtigen om bijzondere maatregelen te nemen met het oog op de toepassing van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken op de organen die vermeld worden in de ontworpen wet, als de hiervoren in algemene opmerking nr. II, 1. vastgestelde voorwaarden vervuld zijn.

Artikel 7

Krachtens het ontworpen artikel 10, § 1, 9°, staat het voortaan aan een effectenbeursvennootschap het bedrag vast te stellen van de in artikel 20septies, § 1, van de wet van 6 april 1995 bedoelde geldboetes, naar gelang van de aard van het strafbare feit.

Op de vraag naar de strekking van deze bepaling heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord :

"Wat het bedrag van de administratieve geldboeten betreft, neemt het nieuwe artikel 10, § 1, 9°, in essentie de tekst van het oude artikel 10, eerste lid, in fine, over. Het is inderdaad nuttig dat de marktregels in het belang van de transparantie en de rechtszekerheid een meer concrete schaal kunnen verduidelijken voor de zeer ruime vork die door artikel 20septies, § 1, van de voornoemde wet van 6 april 1995 wordt voorzien.

Dergelijke verduidelijkingen die worden overgenomen in de marktregels (rule book), hebben een hogere graad van nauwkeurigheid dan deze die voorzien zijn in artikel 20septies.".

.../...

De afdeling wetgeving heeft er in haar advies nr. L. 28.621/2 van 29 december 1998 over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs, tot regeling van verrichtingen van lening van aandelen en houdende diverse andere bepalingen" (1) op het volgende gewezen :

(die) "boetes moeten dus beschouwd worden als boetes van strafrechtelijke aard in de zin van artikel 6 van het Europees Verdrag, en alle waarborgen waarin die bepaling voorziet moeten dus bij het opleggen van die boetes in acht genomen worden, inzonderheid het beginsel van de wettelijkheid van de straffen, dat niet alleen vereist dat de strafbare gedragingen nauwkeurig worden bepaald, maar tevens dat de sancties trapsgewijs worden vastgesteld (2)".

Dit betekent dat de wetgever de boetes trapsgewijs behoort vast te stellen naar gelang van de ernst van de feiten waarop de administratieve sanctie staat. Die bevoegdheid mag in geen geval worden overgedragen aan de effectenbeursvennootschap, zelfs niet als de minister daarmee heeft ingestemd.

(1) Heeft ontstaan gegeven aan de wet van 10 maart 1999 met hetzelfde opschrift.

(2) Zie Gedr. St., Kamer, zitting 1998-1999, nr. 1928/1, blz. 79. In dezelfde zin, zie advies nr. L. 27.289/2 gegeven op 25 februari 1998 over een voorontwerp van wet "betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden", Gedr. St. Kamer, zitting 1997-1998, nr. 1572/1.

Bovendien draagt artikel 10, § 3, van het ontwerp de Koning de bevoegdheid op om de vereisten te definiëren waaraan de marktreghs ten minste moeten voldoen. Luidens de memorie van toelichting bestaat het doel van die machtiging erin aan de overheid een initiatiefbevoegdheid te kunnen laten om de aanpassing van de marktreghs af te dwingen, inzonderheid om langs die weg om te zorgen voor de omzetting van Europese richtlijnen. In dat opzicht dient evenwel te worden vastgesteld dat de ontworpen wet in geen enkele bijzondere sanctie voorziet in het geval dat de marktreghs niet zouden worden aangepast aan de door de Koning bepaalde vereisten waaraan die regels ten minste moeten voldoen. In die leemte dient te worden voorzien.

Artikelen 11, b) en 14, b)

Krachtens de artikelen 11, b), en 14, b), van het ontwerp, worden de marktreghs vastgesteld door de raad van bestuur van de effectenbeursvennootschap in samenwerking met de marktautoriteit voor de aangelegenheden die tot haar bevoegdheid behoren.

Volgens de door de gemachtigde van de minister verstrekte uitleg, staat de term "samenwerking" gelijk met de term "betrokkenheid" die wordt gebruikt in artikel 6, § 4, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

De gemachtigde van de minister heeft eveneens de volgende toelichting gegeven :

.../...

"Deze notie (1) werd door de afdeling administratie van de Raad van State onder andere als volgt geïnterpreteerd in arrest nr. 31.587 van 14 december 1988 :

"een orgaan betrekken bij de uitwerking van een reglement vereist niet enkel dat eventuele voorstellen worden bekomen en onderzocht, maar tevens dat deze voorstellen met dat orgaan worden besproken, dit wil zeggen, tenminste, dat, alvorens de beslissing wordt genomen, hem de redenen worden meegedeeld waarom het niet opportuun wordt geacht op die voorstellen in te gaan, zo dit het geval is, zodat dat orgaan de waarborg heeft dat zijn standpunt niet wordt geweerd zonder aanvaardbaar motief.".

Het komt de Commissie voor het Bank- en Financie-
wezen toe om, in het kader van haar toezichtsbevoegdheden in tweede lijn krachtens artikel 4 van de wet van 6 april 1995, toe te zien dat deze procedure van medewerking op een concrete wijze wordt uitgevoerd.".

Artikel 16

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in artikel 16, a), van het ontwerp, de woorden "de voorwaarden die hij bepaalt" aangevuld moeten worden met de woorden "met de goedkeuring van de Minister van Financiën".

Artikel 18

Op de vraag waarom de marktautoriteiten bevoegd blijven om de gedragsregels vermeld in artikel 36, § 1, van de wet van 6 april 1995 in hun "marktreglement" op te nemen

(1) Het begrip "betrokkenheid".

en te verduidelijken, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord :

"De tekst van artikel 36, § 2, van voornoemde wet van 6 april 1995 dient niet te worden geschrapt tengevolge van de inwerkingtreding van artikel 10, § 1, van dezelfde wet, zoals artikel 7 van het wetsontwerp dit beoogt te wijzigen. Het is inderdaad van belang dat de marktautoriteiten altijd over de mogelijkheid beschikken om verduidelijkingen van technische aard aan te brengen aan de regels die vastgesteld zijn in het rule book, en dit bij wijze van circulaires of andere "compliance notes". Overigens wordt het handhaven van de term "marktreglement" in hetzelfde artikel verantwoord door het feit dat deze bepaling van toepassing is op andere markten dan BXS die binnen het toepassingsgebied van de wet van 6 april 1995 vallen."

Artikel 24

Op de vraag wat met de "nodige (...) maatregelen (...) om de inrichting van aangepaste beheersstructuren en de rationele organisatie van de verrichtingen mogelijk te maken", beoogd in artikel 24, § 2, 3°, van het ontwerp, precies bedoeld wordt, heeft de gemachtigde van de minister het volgende onderstreept :

"(...) artikel 24, § 2, 3°, beoogt inzonderheid het mogelijk te maken om moeilijkheden op te lossen die zich zouden kunnen voordoen bij de uitvoering van de verschillende transacties die deel zullen uitmaken van het "fusieplan" of die ermee gepaard zullen gaan (cessies van activa, overdrachten van activiteiten, inbrengen van bedrijfstakken, ..., binnen de nieuwe groep) met het oog op het tot stand brengen van een coherente en efficiënte groepsstructuur. De planning van de transactie heeft tot nog toe nog geen moeilijkheden aan het licht gebracht die een beroep op

.../...

artikel 24, § 2, 3°, zouden vereisen, maar de transactie is op technisch en juridisch vlak dermate complex dat geenszins kan worden uitgesloten dat dergelijke moeilijkheden zich zullen voordoen.

In dit verband is het de bedoeling van de Regering om eventuele afwijkingen van het gemeen recht tot het strikt noodzakelijke te beperken."

De tekst van het dispositief moet duidelijker worden gesteld en in 3° moet de aard van de bedoelde maatregelen worden gepreciseerd.

Artikel 25, 1°

Op een vraag om uitleg over de strekking van artikel 25, 1°, van het ontwerp, heeft de gemachtigde van de minister inzonderheid het volgende geantwoord :

"Men dient in dit opzicht te onderstrepen dat artikel 25, 1°, van het ontwerp beoogt de toegang te vergemakkelijken van een tussenpersoon, die als lid van een Euronext-markt is toegelaten door de Euronext-dochtervennootschap belast met de administratie van deze markt, tot het geïntegreerde "trading platform" dat deze markt verbindt met de andere Euronext-landen van hetzelfde segment die door de Euronext-dochtervennootschappen van de twee andere landen worden beheerd.

In de Euronext-structuur blijven de drie nationale dochtervennootschappen (Euronext Amsterdam, Euronext Brussels en Euronext Paris, opvolgers van respectievelijk AEX, BXS en Paris-Bourse) de markten voor effecten en afgeleide producten (options, futures, ...) beheren, welke juridisch gescheiden blijven. Deze markten zullen evenwel functioneel per segment (bijvoorbeeld, voor de effectenmarkten, de segmenten "blue chips", "nieuwe economie" en "groeiaandelen") worden geïntegreerd door

.../...

middel van een gemeenschappelijk elektronisch "trading platform", met één enkel "order book" voor de markten die aldus onderling worden verbonden.

Een professionele tussenpersoon die wenst tussen te komen op een bepaalde Euronext-markt, zal nog steeds via één van de Euronext-dochtervennootschappen als lid van deze markt worden toegelaten. De toelatingsvoorwaarden en -procedures zullen tussen de drie dochtervennootschappen worden geharmoniseerd en zullen op identieke wijze in hun in essentie eengemaakt "Rule Book" worden geregeld. Hetzelfde geldt voor de hoedanigheden waarin de tussenpersonen zullen worden toegelaten ("broker" of "dealer").

Een tussenpersoon die aldus wordt toegelaten tot een bepaalde Euronext-markt door de betrokken Euronext-dochtervennootschap, zou dan in dezelfde hoedanigheid automatisch toegang hebben tot het enkelvoudige "trading platform" dat de betrokken markt verbindt met de Euronext-markten van hetzelfde segment die worden bestuurd door de andere Euronext-dochtervennootschappen.

Het betreft hier een bijzondere vorm van "cross membership" die, in het concept van Euronext, op een zo automatisch mogelijke wijze moet worden gerealiseerd om een echt "Euronext membership" in de commerciële betekenis van het woord tot stand te brengen."

Artikel 26

Deze bepaling machtigt de Commissie voor het Bank- en Financiewezen om met de bevoegde buitenlandse toezichthoudende overheidsinstanties overeenkomsten te sluiten die kunnen afwijken van de regels vervat in de wet van 6 april 1995 en in de besluiten en reglementen die tot uitvoering van de voornoemde wet zijn uitgevaardigd. De machtiging die aldus aan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen wordt gegeven, is onaanvaardbaar, ook al moeten de overeenkomsten

.../...

ter goedkeuring aan de Minister van Financiën worden voorgelegd. Deze machtiging is strijdig met artikel 105 van de Grondwet krachtens hetwelk alleen de Koning bij de wet kan worden gemachtigd om maatregelen te nemen die de geldende wetsbepalingen kunnen wijzigen, aanvullen, vervangen of opheffen.

De bepaling moet vervallen.

Artikelen 30, b), en 32

Bij artikel 30, b) van het ontwerp wordt artikel 180, 10°, van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 opgeheven, zodat de effectenbeursvennootschappen geen rechtspersonenbelasting meer hoeven te betalen en aan de vennootschapsbelasting worden onderworpen.

Krachtens artikel 32, tweede lid, van het ontwerp, treedt deze maatregel in werking vanaf het aanslagjaar 2000.

Het eerste belastbare tijdperk waarop die maatregel betrekking heeft is dus het tijdperk dat overeenstemt met het jaar 1999, terwijl de wet eerst in de loop van het jaar 2000 kan worden uitgevaardigd.

Die wet krijgt dus terugwerkende kracht. In de memorie van toelichting wordt als verklaring daarvoor opgegeven dat de belastingwetgeving met vertraging is aangepast (dat had in 1999 moeten geschieden, zodra de wet van 10 maart 1999 was goedgekeurd). Als verantwoording voor

.../...

de terugwerkende kracht wordt opgegeven dat discriminatie ten aanzien van andere gereguleerde markten moet worden voorkomen.

De Raad van State maakt de steller van het ontwerp erop attent dat die uitleg alleen opgaat voor de effectenbeursvennootschap van Brussel, maar niets van doen heeft met de bijzondere situatie van de effectenbeursvennootschap van Antwerpen die bij koninklijk besluit van 18 december 1997 is ontbonden, een situatie die in de memorie van toelichting uitdrukkelijk wordt vermeld en waarbij wordt aangekondigd dat de bepalingen van de vennootschapsbelasting zullen worden toegepast op de ontbinding en de vereffening van die vennootschap (waarvan de sluiting nog niet uitgesproken zou zijn).

Er moet dus een andere verantwoording voor de terugwerkende kracht van de ontworpen wet worden gegeven.

Slotopmerkingen

1. In artikel 20septies, § 4, van de wet van 6 april 1995 moeten de woorden "aan de regeringscommissaris" op zijn minst voor de privaatrechtelijke rechtspersonen worden geschrapt.

2. In de inleidende zin van artikel 22, eerste lid, van de wet van 6 april 1995 moeten de woorden "artikel 17" worden vervangen door de woorden "artikel 10".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

conseiller d'Etat, président,
staatsraad, voorzitter,

P. LIENARDY,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame
Mevrouw

B. VIGNERON,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. BROUWERS, référendaire.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur-afdelingshoofd. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. BROUWERS, referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS, premier président.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS, eerste voorzitter.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS